

Un syndicalisme de défilés ?

Si, contre la réforme des retraites, les syndicats ont pu mobiliser, c'est en trompe-l'œil car c'est le nombre de manifestants ayant participé aux défilés appelés par l'intersyndicale, et non les grèves, qui est devenu l'indicateur de leur influence. Ce n'est pas nouveau, c'était déjà le cas avec la mobilisation contre la loi travail. Ce glissement du travailleur en grève d'hier au citoyen manifestant d'aujourd'hui est sans aucun doute un changement de nature de l'action syndicale qui vient à défendre une opinion et non plus un conflit de classe. Avec la perte de ses racines naturelles que sont les entreprises et les usines où s'organisait la lutte, n'assistons-nous pas à la fin du syndicalisme de nos pères et mères ?

Bien que des syndicats CGT ou de Solidaires aient tenté de partir en grève reconductible, ce mouvement était dès le début auto-limité et ne devait surtout pas se laisser aller à bloquer le pays. De toute façon, la majorité des salariés n'a pas bougé et rendait donc impossible tout développement ou dépassement offensif de ce mouvement. Sans grève générale, pas de rapport de force suffisant pour faire plier le gouvernement qui n'avait plus qu'à faire le gros dos, miser sur la lassitude et même refuser de recevoir les organisations syndicales. Ce refus plein de morgue a suscité l'indignation, laissant entendre que c'était un déni de démocratie, certains à cette occasion semblant découvrir la verticalité du pouvoir gouvernemental ou que nos présidents sont des monarques qui n'ont que faire de l'avis de ceux qui ne sont rien !

Crise de régime, constitutionnelle ou autoritarisme, pouvait-on entendre ou lire. Pourtant c'est le propre de la démocratie représentative d'empêcher l'exercice d'une démocratie directe. Mais cette gouvernance verticale va à l'encontre d'une demande soutenue et de plus en plus régulière d'horizontalité émise ces dernières années par de nombreux mouvements sociaux.

Pour que la souveraineté du peuple s'exerce, la rue seule ne suffit pas, des organismes créés par lui sont nécessaires. Hier, les syndicats, les bourses du travail ou les conseils en furent l'expression.

Nous, les anarchistes, nous devons appuyer cette demande démocratique en la poussant jusqu'à la remise en question des hiérarchies et du gouvernementalisme qui maintiennent et réservent le pouvoir au seul profit d'une classe dirigeante.

Mais la question du politique ne peut pour nous être posée qu'accompagnée de celle du social et maintenant avec urgence de celle de l'écologie.

Quant aux violences qui ont émaillé les cortèges, nous ne sommes pas de ceux qui sont subjugués par elles. Depuis 1968 et à partir des années 1970, sous l'influence des sitos puis des autonomes, des dizaines de milliers de vitrines ont été cassées et pour autant, nous n'avons pas observé que la question révolutionnaire progressait ! Bien que critiques de cette « tactique » nous ne hurlerons pas avec les loups pour désigner ces « casseurs » à la vindicte. En revanche, il y a une violence étatique bien réelle qui depuis des années blesse gravement les manifestants au point qu'en France, il est devenu dangereux de participer à une manifestation ¹.

Pour finir, nous vivons une situation peut-être pas révolutionnaire comme certains se sont laissés à le dire trop rapidement, mais face à la barbarie qui vient, il y a des terrains de luttes où nous, les anarchistes, nous devons nous investir sans attendre comme celui de l'écologie sociale. ►

Jean-Louis Phan Van

1. Nous rappelons que Serge Duteuil-Graziani, blessé gravement à Saint-Soline, n'est toujours pas sorti d'affaire et nous adressons notre solidarité morale à ses parents qui sont nos camarades.